

Charles de Gaulle

Mémoires de guerre. L'Unité

De Gaulle, Charles, *Mémoires de guerre. L'Unité*. (1956). Paris. Gallimard. Pléiade. 2000. p.262 à 584. Appendices, p. 1211 à 1226. Variantes et notes, 1267-1320.

Ce second volume des *Mémoires de guerre* est paru en 1956. Il commence au troisième printemps de guerre, couvre les années 1944-1946 et comprend, comme *l'Appel*, huit chapitres : Intermèdes, Tragédie, Comédie, Alger, Politique, Diplomatie, Combat, Paris.

Dans le premier chapitre, de Gaulle souligne que 42 est une année de bascule avec deux événements majeurs : l'ouverture du front de l'est par la confrontation entre les armées soviétiques et allemandes, ces dernières s'inclinant début 43 à Stalingrad, ainsi que l'engagement en Europe des USA, qui les deux années précédentes avaient consacré leurs forces à mettre à niveau leur armement. De Gaulle, « bien pauvre parmi les riches », va s'efforcer de faire autour de lui « l'unité de la France déchirée » avec, outre les combats à mener contre l'ennemi, une lutte sourde contre les ambitions des alliés, ainsi qu'à l'intérieur, une attention soutenue aux prétentions des communistes.

Les Alliés ont besoin de la résistance intérieure, mais la stratégie anglaise tournée vers la Méditerranée exclut de Gaulle, que Roosevelt refuse de reconnaître comme représentant de la France, lui préférant le général Giraud et des contacts avec l'équipe en place à Vichy, avec l'amiral Darlan. Le général décide de ne jouer que le « jeu français », il multiplie les initiatives pour faire reconnaître les organes de gouvernement mis en place par ses soins comme seuls interlocuteurs et obtient la reconnaissance par Moscou du Comité National Français et de la France combattante, mais demeure totalement exclu de l'offensive américaine, l'opération Torch, en Afrique du Nord. Pour lui, la tragédie est le fait que la flotte française soit coulée à Toulon après l'envahissement de la zone libre par les Allemands ; quant à la comédie, elle est faite du jeu triangulaire entre le tandem USA-Grande-Bretagne, de Gaulle et Giraud, dont le général, arrivé à Alger fin mai 1943, démasque le double jeu. Tout en s'efforçant d'avoir des unités combattantes sur tous les fronts – Afrique, Libye, Italie, Corse, et même auprès des Soviétiques en Crimée – le général, malgré la tragique absence de moyens le forçant à dépendre des Alliés, consacre toute son énergie à rassembler les forces vives, à obtenir des ralliements officiels – celui des Antilles – et à étoffer la construction de l'État, en nommant des responsables compétents. Giraud et les giraudistes – « repentis » de Vichy – sont écartés des instances dirigeantes dans lesquelles, en revanche, est faite une place aux communistes.

Une autre tâche consiste à prévoir la gouvernance à la libération afin d'éviter le « glissement des masses vers le totalitarisme communiste » (p. 445). Cela induit une série de dispositions à court terme et de réformes à long terme. Ces réformes sont planifiées dès mars 1944 et comprennent des nationalisations, la création des comités d'entreprises, des assurances sociales (maladie, famille, chômage, retraite). Le passage devant la justice des collaborateurs et des miliciens est la condition *sine qua non* de l'apaisement.

Tout cela ne va pas sans une bataille diplomatique s'appuyant sur les autres gouvernements exilés à Alger, certains devinant le sort que leur réserve un marchandage entre Anglo-Saxons et Soviétiques, ainsi de « l'asservissement de la Pologne » que la France n'est « pas en mesure d'empêcher », comme le déplore le général. Pour son pays, ce dernier finit par obtenir, grâce au soutien du général Eisenhower et malgré la réticence de Roosevelt, la reconnaissance du Comité Français de Libération Nationale, qualifié

pour exercer l'administration de la France.

« Comme est courte l'épée de la France », c'est par cette image que l'auteur débute le chapitre consacré au « Combat », dans lequel il répertorie tous les moyens matériels et humains aux mains de la France Libre, ainsi que les lieux d'intervention et les résultats obtenus, sans oublier les faits d'armes dans l'Empire – le recul japonais en Indochine –, ni la résistance intérieure bien qu'elle soit dominée par les communistes. Mais jusqu'au bout, Roosevelt, en accord avec Laval, cherche à éliminer de Gaulle, avant de comprendre que la résistance ne permettrait pas un maintien de Laval à la libération. De Gaulle obtient cependant que ce soit la division Leclerc qui entre la première dans Paris, pas encore libéré de la présence allemande.

Le 24 août, la division Leclerc entre dans Paris à la tête de bataillons de diverses origines, dont des Espagnols, des Sénégalais, etc... De Gaulle y sera deux jours plus tard, après que Pétain aura demandé à le voir. Il peut affirmer triomphant : « C'est moi qui détiens la légitimité (...) Aujourd'hui, l'unité l'emporte. »

Citations

« Pour elle (la France, *ndlr*), ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement l'expulsion de l'ennemi hors de son territoire, c'est aussi son avenir comme nation et comme État. Qu'elle demeure prostrée jusqu'à la fin, c'en est fait de sa foi en elle-même et, par là, de son indépendance. Elle glissera du « silence de la mer » à l'asthénie définitive, de la servitude imposée par l'ennemi à la subordination par rapport aux Alliés. » « Intermèdes », p. 365.

« Quant aux Alliés, il leur fallait se résigner à voir la France en guerre conduite par un gouvernement français. Renonçant à invoquer « les nécessités militaires » et « la sécurité des communications », leur politique s'accommodait de ce qu'elle ne pouvait empêcher. L'effort commun allait y gagner beaucoup. Pour moi, je me sentais décidément assez fort pour être sûr que, demain, la bataille et la victoire des autres seraient aussi la bataille et la victoire de la France. » « Alger », p. 411.

« Le pays, à la libération, compte tenu du déferlement psychologique que celle-ci doit entraîner, risquera simultanément : l'effondrement monétaire, l'explosion des revendications sociales, la famine. » « Politique », p. 444.

« Il s'agissait que notre armée, reconstituée en Afrique, rentrât dans la Métropole, contribuât avec nos forces clandestines à la libération du pays, prît part à l'invasion du Reich et s'assurât, en chemin, des gages voulus pour que le règlement final ne pût s'accomplir sans nous. » « Combat », p. 519.